

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 12 décembre 2022**

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
<b>25</b>	<b>16</b>	<b>0</b>

N° de séance : 11

Objet de la délibération : Soutien aux actions en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes - Attribution de subventions

**N° d'enregistrement : BC.2022.201**

Date de convocation :  
**06 décembre 2022**

Date de publication

du **19 DEC. 2022** au **19 FEV. 2023**

Date de réception en Préfecture

**16 DEC. 2022**

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 18 avenue des Fleurs CS 61039 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site <http://www.telerecours.fr/>

L'an deux mil vingt-deux et le 12 décembre à 09H30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des associations, 288 chemin de Saint Claude à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

**ABSENTS :**

Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES

**Monsieur LEONETTI,**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est engagée, depuis plusieurs années, en faveur de la jeunesse, de l'insertion sociale et professionnelle et de l'emploi. A ce titre, elle participe financièrement au développement de ces champs à travers différentes actions et dispositifs sur son territoire.

Depuis sa création, elle attribue notamment une subvention annuelle de fonctionnement à la Mission Locale Antipolis.

Or, l'association Mission Locale Antipolis présente depuis trois années consécutives un bilan financier excédentaire. Cet excédent, devenu structurel, a justifié que la CASA diminue son soutien financier en début d'année 2022. En contrepartie, la CASA a identifié d'autres actions complémentaires à celle de la Mission Locale Antipolis.



Pour conforter cette politique elle souhaite apporter à d'autres porteurs de projet un soutien financier pour favoriser le développement d'actions plus ciblées et menées en direction de l'insertion professionnelle des jeunes dans le tissu économique du territoire.

Elle décide ainsi d'apporter son soutien à quatre associations ou structures :

✓ L'association Accompagnement, Lieux d'accueil, Carrefour éducatif et social (A.L.C.) pour le développement de son Atelier d'Adaptation à la Vie Active. Par le biais de cet atelier, A.L.C. propose une reprise progressive d'activité sur des chantiers de nettoyage ou de rénovation à un public très désocialisé, voire marginalisé.

Par le biais de cet atelier, A.L.C. propose une reprise progressive d'activité sur des chantiers de nettoyage ou de rénovation à un public très désocialisé, voire marginalisé.

Cette action permet à 40 personnes en situation de précarité -dont a minima 20 jeunes de 18-25 ans- de développer leur potentiel d'accès à l'emploi en améliorant et stabilisant durablement la situation sociale des personnes par le travail.

✓ L'association Fondation Apprentis d'Auteuil pour la mise en œuvre d'un programme d'insertion par l'hôtellerie et la restauration de luxe.

Cette action permet à 24 jeunes âgés de 16 à 25 ans en recherche d'emploi, de formation, répartis en 3 sessions de 4 semaines, de participer à des ateliers de découverte et à des séances d'immersion en entreprise.

✓ L'Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole (E.P.L.E.F.P.A.) Vert d'Azur d'Antibes pour la mise en œuvre du dispositif « Agricagnotte ».

Cette action vise à faire découvrir les métiers du secteur de l'agriculture, par le biais d'une immersion au sein de l'exploitation pédagogique de l'établissement. Cette immersion, dont la fonction est de participer à l'autonomisation financière des jeunes dans la réalisation de leur projet, permet la délivrance d'un pécule.

Le développement de cette action depuis 2019 donne lieu à un partenariat contractualisé entre les services prévention jeunesse de la CASA, la Mission Locale Antipolis et le Lycée Vert d'Azur qui s'accordent pour accompagner au mieux ces jeunes.

Ce dispositif permet depuis 2019 d'accueillir 15 jeunes âgés de 18 à 25 ans sans projet professionnel défini.

✓ L'association Institut de Formation, d'Animation et de Conseil (I.F.A.C.) pour la mise en œuvre d'une action nommée « BAFA Citoyen ».

Cette action consiste à accorder aux jeunes volontaires, engagés en faveur d'un projet solidaire et citoyen en donnant bénévolement 60h de leur temps à des associations du territoire, un accompagnement humain et financier pour obtenir la certification au BAFA et in fine pour accéder aux métiers de l'animation.

L'action « BAFA Citoyen » vise à la fois à consolider financièrement et à accompagner éducativement le projet professionnel des jeunes souhaitant intégrer le secteur de l'animation socioculturelle. Elle permet également de répondre aux besoins exprimés par les employeurs de qualifier et de sécuriser les recrutements d'animateurs.

Dès 2023 elle permettra ainsi à 15 jeunes de se faire partiellement financer une formation qualifiante dans un secteur actuellement en tension de recrutement.

C'est dans ce contexte que les associations et la structure présentées sollicitent de la part de la CASA les montants suivants :

	Budget de l'action 2022	Montant sollicité en 2022	Montant proposé en 2022	Ratio subvention CASA/budget action
A.L.C.	130 281 €	10 000 €	10 000 €	7,6 %
FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL	18 360 €	2 500 €	2 500 €	13 %
E.P.L.E.F.P.A.	17 000 €	5 000 €	5 000 €	29 %
I.F.A.C.	15 338 €	12 000 €	12 000 €	78 %

Les critères d'évaluation quantitatifs et qualitatifs pour les actions de chacun de ces acteurs sont définis au sein des conventions d'attribution de leurs subventions respectives.

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2020.006 du 17 juillet 2020 autorisant le Bureau Communautaire à prendre toutes décisions en matière de subvention à accorder ;

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver les termes des quatre conventions se rapportant à l'attribution des subventions à ces acteurs, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville à signer ces conventions et tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal 2022 - fonction 523 ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 12 DECEMBRE 2022  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

## Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte : Soutien aux actions en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes - Attribution de subventions

Date de transmission de l'acte : 16/12/2022

Date de réception de l'accusé de réception : 16/12/2022

Numéro de l'acte : BC\_2022\_201 ( voir l'acte associé )

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20221212-BC\_2022\_201-DE

Date de décision : 12/12/2022

Acte transmis par : Corinne PAVAN-SANTAINÉ

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 7. Finances locales  
7.5. Subventions



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC  
L'ASSOCIATION A.L.C.  
- Accompagnement, Lieux d'accueil, Carrefour éducatif et social –  
A.A.V.A. - Atelier d'Adaptation à la Vie Active -**

**Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Président délégué à la Cohésion sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau n° Communautaire du 12 décembre 2022 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

**ET**

L'Association dénommée Accompagnement, Lieux d'accueil, Carrefour éducatif et social, régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de prendre toute initiative pour l'insertion des personnes en difficulté dont le siège social est situé 2, avenue du docteur Emile ROUX– 06 200 NICE, représentée par Christian TESSIER agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **A.L.C.**,

**EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, A.L.C. exerce notamment une mission relative à l'aide aux personnes en grande précarité sociale, pour leur réinsertion, en rompant le processus d'exclusion et de marginalisation dans lequel elles sont inscrites du fait de leur absence de travail et/ou d'identité sociale.

Dans ce cadre, elle développe des actions en direction des publics les plus fragilisés par le biais de l'Atelier d'Adaptation à la Vie Active (A.A.V.A.).

La C.A.S.A, dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, A.L.C. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion socio professionnelle des personnes les plus fragilisées ou en rupture sur le territoire de la C.A.S.A.

Le dispositif s'organise autour de 2 volets :

- Une mise en situation des personnes sur des activités de production simples non qualifiées et très encadrées : chantiers de nettoyage, entretien d'espaces verts, petits travaux de manutention...;
- Un accompagnement social dans les démarches d'insertion par le biais d'ateliers et de formations « flash ».

Il s'agit de proposer à des personnes en situation de précarité et souvent de déshérence dans la ville, une reprise progressive d'activité sur des chantiers de nettoyage, par exemple, d'une durée de 6 mois maximum.

Le principal objectif est de permettre à ce public d'accéder à une première étape professionnelle, de le soutenir dans un projet d'insertion autour d'un outil de l'insertion par l'activité économique qui est l'Atelier d'Adaptation à la Vie Active.

Ainsi, l'A.A.V.A. permet à ce public une mise en situation professionnelle et lui apporte un accompagnement social tout au long du parcours permettant la résolution des problématiques rencontrées : logement, santé, démarches administratives ...

Dans le cadre de cette action, les principaux objectifs fixés à l'association A.L.C. pour l'année 2023 consistent à faire progresser la qualité de ses accompagnements pour poursuivre l'augmentation du taux d'insertion professionnelle et sociale.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement A.L.C. pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DURÉE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.  
Elle est conclue pour l'année 2023.

**En cas de non-réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COÛTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 130 281€ conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

A.L.C. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 10 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITÉS DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans semestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

##### **6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires**

➤ A.L.C. s'engage à fournir tous les trois mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes accueillies et mises en situation de travail ;
- Profils sociologiques des personnes ;
- Durée des contrats ;
- Evaluation continue : de l'entrée à la sortie du dispositif ;
- Résultats en terme d'insertion sociale (accès à un hébergement, logement, accès aux droits santé, résolution de contentieux justice, resocialisation...) ;



- Résultats en terme d'insertion professionnelle (CDI, CDD, contrats aidés, ESAT, accès à une formation, missions intérim, missions IAE, création d'entreprise...).

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un Comité de suivi organisé par l'association et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par A.L.C.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

A.L.C. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association A.L.C. remettra chaque année à la CASA ses bilans et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2024.
- Si l'association A.L.C. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association A.L.C. et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTRÔLE DE LA C.A.S.A.**

A.L.C. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

A.L.C. et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

Pour l'Association A.L.C.  
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
Le Vice-président déléguée à la  
Cohésion Sociale et à la Politique de la  
Ville

Christian TESSIER

Kevin LUCIANO

## ALC – AAVA

### 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2022

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
<b>CHARGES DIRECTES</b>		<b>RESSOURCES DIRECTES</b>	
60 – Achats	2 700	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	120 281
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	2 700	74- Subventions d'exploitation <sup>11</sup>	
Autres fournitures		Contrat de ville	
61 - Services extérieurs	10 120		
Locations	6 500	Droit commun :	
Entretien et réparation	2 100	Etat :	
Assurance	1 500	-	
Documentation	20	Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs	12 000	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	10 000	Département(s) :	
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions	350	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	
Services bancaires, autres	1650	-CASA	10 000
63 - Impôts et taxes	7670	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	7670	-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	88 791	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	61 854	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	26737	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	200	Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante	6 000	75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	3 000	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
<b>CHARGES INDIRECTES</b>			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>13</sup></b>			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>130 281</b>	<b>TOTAL</b>	<b>130 281</b>



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE  
AVEC L'ASSOCIATION FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL**

**Programme d'insertion par l'hôtellerie et la restauration de luxe**

**Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération n° du Bureau Communautaire du 12 décembre 2022,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

**ET,**

L'association dénommée FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant notamment pour but d'accueillir, garçons et filles en rupture familiale sociale, scolaire ou dans un processus d'exclusion, d'assurer leur éducation pour les préparer à une insertion sociale, et dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Jean-Marc SAUVE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL**,

**EXPOSE :**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL exerce notamment une mission de développement sur le champ des œuvres sociales en particulier celui de l'éducation et l'insertion auprès des jeunes les plus fragiles par le biais d'un travail de prévention, de responsabilisation et de valorisation des initiatives.

Dans ce cadre, il est prévu de mettre en œuvre un programme d'insertion par l'hôtellerie et la restauration de luxe pour des jeunes de 16 à 25 ans.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion socio professionnelle en direction des jeunes de 18 à 25 ans.

L'action a pour objet de sensibiliser ces publics au secteur de l'hôtellerie et de la restauration

Plus généralement, il s'agit de faciliter l'échange entre professionnels du secteur et les jeunes et les familles éloignés de l'emploi,

Dans le cadre de cette action, les principaux objectifs fixés à FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL sont :

- Satisfaire les besoins dans les métiers de l'hôtellerie et la restauration sur court et long terme ;
- Encourager les initiatives, satisfaire les besoins et aspirations du public en insertion ;
- Redonner confiance, estime de soi à chaque participant ;
- Rendre acteur les participants de leur projet d'insertion par un lien direct avec les entreprises du secteur : Hôtel le Martinez à Cannes et Le restaurant L'Arrosoir à Grasse.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DURÉE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour une période débutant au dernier trimestre 2022 et se terminant à la fin du deuxième trimestre 2023.

**En cas de non-réalisation dans ce délai la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 18 360 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

## **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

## **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 2 500€.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

## **ARTICLE 6 : MODALITÉS DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan annuel** de l'action subventionnée.

### **6.1 Evaluations intermédiaires**

FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de participants ;
- Nombre de séances avec l'entreprise ;
- Nombre de périodes de mises en situation professionnelle ;
- Projet à la sortie ;
- Satisfaction des publics ;
- Satisfaction des entreprises partenaires ;
- Satisfaction des Apprentis d'Auteuil.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

### **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et par FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2024.
- Si l'association FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTRÔLE DE LA C.A.S.A.**

FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**



Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITÉ**

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), l'association FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

Pour l'Association  
FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL,  
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
Le Vice- président délégué à la Cohésion  
Sociale et à la Politique de la Ville

Jean-Marc SAUVE

Kevin LUCIANO

## Fondation Apprentis Auteuil

### Programme hôtellerie restauration de luxe

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2022

CHARGES	MONTANT 6	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	5500	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	500	74- Subventions d'exploitation <sup>7</sup>	
Autres fournitures	5000	Contrat de ville	
61 - Services extérieurs			
Locations		Droit commun :	
Entretien et réparation		Etat :	
Assurance		-	
Documentation		Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs	6945	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	5445	Département(s) :	
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions	1500	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>8</sup>	2500
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes		Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	4671	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	2957	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	1714	Fond Apprentis Auteuil	3860
Autres charges de personnel		Autres privées (Fondation FRAPIN)	12000
65- Autres charges de gestion courante	1244	75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	18 360	TOTAL DES PRODUITS	18 360
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>9</sup>			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	18 360	TOTAL	18 360



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE  
AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT  
ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE VERT D'AZUR D'ANTIBES**

**Agricagnotte**

**Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, BP 2205 – 06 606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération n°                      du Bureau Communautaire du 12 décembre 2022,

Ci – après désignée **C.A.S.A.**

**ET,**

**L'Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole (EPLEFPA) Vert d'Azur d'Antibes**, ayant pour but de dispenser de la formation générale, technologique et professionnelle, initiale et continue, contribue à l'insertion scolaire, sociale et professionnelle des jeunes, et dont le siège est situé 1285, avenue Jules Grec –06602 ANTIBES, représenté par son Directeur, Monsieur Nicolas BOURGEOIS,

Ci-après désignée « **l'EPLEFPA** »,

**EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, l'EPLEFPA exerce notamment une mission de formation et d'exploitation agricole.

Dans ce cadre, il est prévu de mettre en œuvre une action nommée « Agricagnotte » visant à insérer dans la formation et l'emploi des jeunes de 17 à 25 ans.

La C.A.S.A dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, l'EPLEFPA s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission favorisant l'insertion socioprofessionnelle et l'accès à l'emploi des jeunes les plus en difficulté, par le biais d'une action nommée « Agricagnotte ».

L'EPLEFPA, en partenariat avec la Mission Locale Antipolis et l'équipe de prévention C.A.S.A souhaite accueillir des jeunes sortis du système scolaire et de l'activité professionnelle pour les remobiliser autour d'ateliers de production dans les secteurs de l'horticulture et du paysage, secteur en recrutement sur le territoire.

Cette action concernera 15 jeunes environ, âgés de 17 à 25 ans.

Le projet s'appuie sur deux thèmes :

- Une exploitation agricole comme outil de productions ;
- Une exploitation comme structure d'accueil et de découverte des métiers dans les domaines du paysage et de l'agriculture.

Il a pour objectif de favoriser la progression des participants en alliant :

- L'apprentissage des gestes professionnels ;
- L'acquisition de compétences et de connaissances autour de ces productions.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'EPLEFPA pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2023.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 17 000 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'établissement s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

## **ARTICLE 4 : ASSURANCE**



L'EPLEFPA reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 5 000 €.

Cette subvention sera versée à compter de la date d'exécution de la présente convention. La subvention sera créditée au compte de l'établissement par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans l'appel à projets.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION INTERMEDIAIRE ET FINALE**

L'établissement s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan à mi-parcours et un bilan final de l'action subventionnée.

L'EPLEFPA s'engage à fournir à mi-parcours un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par l'EPLEFPA.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de jeunes intégrés dans le dispositif ;
- Nombre de jours et/ou semaines suivi par les publics ;
- Montants Agricagnotte ;
- Nombre de jeunes re-mobilisés et/ou insérés vers des formations, vers une recherche active d'emplois.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact de l'action ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : le suivi de l'action s'exercera dans le cadre de réunions qui se tiendront régulièrement avec la Mission Locale Antipolis et l'équipe de prévention C.A.S.A. ; et lors d'une réunion bilan organisée par l'EPLEFPA à la fin de l'action et à laquelle la C.A.S.A. sera invitée.

L'établissement invitera la C.A.S.A. à son Conseil d'exploitation et il lui transmettra le compte-rendu des assemblées ainsi que son rapport d'activité et financier.

L'EPLEFPA devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

L'EPLEFPA s'engage :

A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'EPLEFPA remettra à la C.A.S.A. ses bilans et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1er août de l'année 2024 au plus tard.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'EPLEFPA, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

L'EPLEFPA s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'établissement mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1er, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : LITIGES**

L'EPLEFPA et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

Pour l'EPLEFPA

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,

Le Directeur

Pour le Président,  
Le Vice- Président délégué à la Cohésion Sociale  
et à la Politique de la Ville

Nicolas BOURGEOIS

Kevin LUCIANO

Projet n°....

6. Budget<sup>5</sup> du projet

Année 2023, ou exercice du ..... au .....

Budget supplémentaire -  
projet pluriannuelSuppression du budget -  
projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	2 500	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	12 000
Achats matières et fournitures	2 500	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation <sup>2</sup>	5 000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	500		
Locations			
Entretien et réparation	500		
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	7 000	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	7 000		
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres		CASA	5 000
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	7 000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	5 000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	2 000	Aides privées (fondation)	
Autres charges de personnel		Autres établissements publics	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	17 000	TOTAL DES PRODUITS	17 000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	0

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE<sup>7</sup>

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

La subvention sollicitée de .....<sup>5000</sup>€, objet de la présente demande représente .....<sup>29,41</sup>% du total des produits du projet  
(montant sollicité/total du budget) x 100.

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE  
AVEC L'ASSOCIATION I.F.A.C.  
- Institut de Formation, d'Animation et de Conseil -  
  
BAFA CITOYEN**

**Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, BP 2205 – 06 606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire n° du 12 décembre 2022,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

**ET**

L'association dénommée Institut de Formation, d'Animation et de Conseil (IFAC) régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de soutenir et d'accompagner toute collectivité dans ses missions et ses initiatives locales notamment en matière d'animation, d'éducation, de formation, d'insertion dont le siège social est situé 53, rue du Révérend Père Christian Gilbert – 92 600 ASNIERES SUR SEINE, représentée par Monsieur Philippe SUEUR agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **I.F.A.C.**

**EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, l'I.F.A.C. exerce notamment une mission d'insertion sociale et de formation.

Dans ce cadre, il est prévu de mettre en œuvre une formation BAFA visant à insérer dans l'emploi des jeunes de 17 à 25 ans

La C.A.S.A dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, l'I.F.A.C. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission favorisant l'insertion socioprofessionnelle et l'accès à l'emploi des personnes les plus en difficulté, par le biais d'une action dite BAFA Citoyen.

L'I.F.A.C., en partenariat avec la Mission Locale Antipolis, l'équipe de prévention C.A.S.A et les services municipaux des communes de la C.A.S.A souhaite favoriser l'insertion sociale et professionnelle des publics les plus fragilisés en proposant une action de formation et d'accompagnement à l'insertion pour 15 jeunes adultes âgés de 17 à 25 ans.

Ce BAFA Citoyen portera sur l'implication des jeunes dans une démarche solidaire, collective et citoyenne.

Cette action a deux finalités : permettre aux jeunes de valider le Base BAFA ainsi que l'approfondissement à moindre coût en valorisant une action de bénévolat de 60h réalisée au bénéfice d'associations du territoire de la CASA. Elle permet en outre d'inscrire ces jeunes dans un engagement solidaire, collectif et citoyen.

Il a pour objectif de favoriser la progression des participants en leur offrant les possibilités de :

- Consolider le projet professionnel des jeunes souhaitant intégrer le secteur de l'animation socio-culturelle ;
- Valider le BAFA en 6 mois ;
- Favoriser la solidarité, la citoyenneté et l'engagement pour une cause humanitaire, sportive et/ou culturelle à travers du bénévolat auprès d'associations du territoire ;
- Avancer dans son insertion sociale et professionnelle.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'I.F.A.C. pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DURÉE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2023.

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 15 338 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

L'I.F.A.C. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 12 000 €.

Cette subvention sera versée à compter de la date d'exécution de la présente convention. La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans l'appel à projets.

#### **ARTICLE 6 : MODALITÉS DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION INTERMEDIAIRE ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan à mi-parcours et un bilan final** de l'action subventionnée.

L'I.F.A.C. s'engage à fournir à mi-parcours un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par l'I.F.A.C.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de jeunes intégrés dans le dispositif ;
- Répartition homme/ femme ;
- Nombre de BAFA validés (Base, Pratique et Perfectionnement) ;
- Evolution de la situation des jeunes ;
- Sorties positives.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact de l'action ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : le suivi de l'action s'exercera dans le cadre de réunions qui se tiendront régulièrement avec la Mission



Locale Antipolis et l'équipe de prévention C.A.S.A. ; et lors d'une réunion bilan organisée par l'I.F.A.C. à la fin de l'action et à laquelle la C.A.S.A. sera invitée.

- L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.
- L'I.F.A.C. devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

L'I.F.A.C. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association I.F.A.C. remettra à la C.A.S.A. ses bilans et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août de l'année 2024 au plus tard.
- Si l'association I.F.A.C. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association I.F.A.C., et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTRÔLE DE LA C.A.S.A.**

L'I.F.A.C. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

L'I.F.A.C. et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

Pour l'Association  
I.F.A.C.

Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
Le Vice- Président délégué à la  
Cohésion Sociale et à la Politique de la

Ville

Philippe SUEUR

Kevin LUCIANO

## 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2022

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats		70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	3 000€
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	500€	74- Subventions d'exploitation <sup>11</sup>	
Autres fournitures	500€	Contrat de ville	
61 - Services extérieurs			
Locations		Droit commun :	
Entretien et réparation		Etat :	
Assurance		-	
Documentation		Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs		-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires – coût formation	10 025€	Département(s) :	
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions	1 500 €	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	12 338€
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes		Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel		- CAF	
Rémunération des personnels, 19,50€/h	1 813€	Fonds européens	
Charges sociales,		L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Autres charges de personnel		Autres établissements publics	
65- Autres charges de gestion courante (frais de siège)	1 000€	Autres privées	
66- Charges financières		75 - Autres produits de gestion courante	
67- Charges exceptionnelles		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
68- Dotation aux amortissements		77 - Produits exceptionnels	
		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>13</sup>			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	15 338€	TOTAL	15 338€